

ses vues sur les politiques et les pratiques d'*apartheid* du gouvernement d'Afrique du Sud, exposant par la même occasion sa politique face à la panoplie de règlements, coutumes et attitudes discriminatoires déployée dans ce pays. Nous avons exprimé notre conviction que la majorité sud-africaine accéderait inévitablement à l'auto-détermination et qu'il fallait prendre tous les moyens raisonnables pour favoriser cette évolution.

La tournure des événements depuis lors, particulièrement au cours des derniers mois, nous rappelle dramatiquement que le sablier de la paix s'épuise rapidement. Il est évident, pour mon gouvernement, que les troubles persistant à Soweto et ailleurs en Afrique du Sud ne sont pas provoqués de l'extérieur, comme la prétendent les autorités du Cap, mais traduisent le profond sentiment de mécontentement et de frustration de la majorité sud-africaine. Les causes de cette situation tout autant que la nécessité d'opérer un changement fondamental ne sauraient être contestées. Certains signes laissent présager que cette vérité commence peut-être à être admise par un nombre croissant au sein de la minorité blanche.

Cependant, le gouvernement d'Afrique du Sud reste aveugle à la réalité. En octobre 1974, le représentant de ce pays déclarait devant le Conseil de sécurité que son gouvernement avait l'intention d'abolir toute discrimination raciale. Pourtant, au lieu de prendre des mesures en vue d'éliminer progressivement leurs lois et pratiques discriminatoires (comme certains observateurs l'avaient espéré l'an dernier, les autorités sud-africaines ont jugé nécessaire, le printemps dernier, de mater la contestation en introduisant des mesures encore plus restrictives. Face à la détérioration de sa position intérieure et internationale, le gouvernement sud-africain se raidit et poursuit obstinément la "bantoustanisation".

Sa réaction aux troubles qui ont commencé en juin dernier et qui ont continuées presque sans arrêt ont montré de la façon la plus déconcertante le degré d'incompréhension qui est le sien face aux forces qui secouent l'Afrique du Sud aujourd'hui. Il nous est difficile de comprendre la sévérité des mesures que le Cap a prises contre son propre peuple. Mon gouvernement a été consterné par la violence qui a provoqué, en trois jours, la mort de plus de 170 personnes, dont nombre d'enfants. Il peut comprendre les frustrations et le mécontentement qui sont à l'origine de cette contestation massive beaucoup plus facilement qu'il ne peut s'expliquer la réaction cruelle et aveugle des autorités sud-africaines, réaction qui lui a valu, à juste titre la condamnation du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la communauté internationale. Le Canada a jugé nécessaire de faire part directement aux autorités du Cap de sa consternation face à la dureté des représailles qu'elles avaient ordonnées et de sa conviction que la situation actuelle était de toute évidence, le résultat de la politique répressive de l'*apartheid*.

Depuis juin dernier, la situation s'est davantage détériorée, le mécontentement se traduisant par des manifestations toujours plus violentes, plus fréquentes et de plus grande envergure. Les forces de l'ordre ont abattu plus de trois cents contestataires et en ont blessé des centaines d'autres. De surcroît, le gouvernement sud-africain a eu recours à la répression politique massive arrêtant pour des motifs parfois fort discutables des milliers de dissidents éventuels. Il a même cru nécessaire d'écrouer plusieurs journalistes, tant blancs que noirs, dont le "crime", semble-t-il, avait été de rapporter objectivement les troubles raciaux d'Afrique du Sud. Il est clair que la tournure récente des événements est de très mauvais augure pour ceux d'entre nous qui veulent encore promouvoir une évolution paisible de la société sud-africaine. Il reste cependant quelque espoir d'éviter l'escalade vers la guerre civile totale. Par ailleurs, des éléments importants de la minorité dirigeante seraient de plus en plus en désaccord avec les politiques de leur gouvernement et réclameraient des améliorations. Malgré de lourdes pertes dans ses rangs, la majorité refuse courageusement de continuer à plier l'échine. Les porte-parole agréés par le gouvernement, les chefs de "Bantoustans" eux-mêmes, ont clairement dit leur refus total des politiques de ce dernier. Le poids de la désapprobation internationale se fait de plus en plus sentir.

Nous reconnaissons que notre espoir de trouver des solutions pacifiques tient à peu de choses si ce n'est la conviction que le régime actuel et ses partisans ne peuvent, dans leur propre intérêt.

Au cours des récentes semaines, on a invité les vrais amis de l'Afrique et de la majorité sud-africaine à prendre position. Les canadiens se rangent dans ce camp.

Notre amitié et, à fait notre intérêt envers l'Afrique australe se traduisent de façon tout concrète. Le Canada est l'un des plus importants défenseurs des fonds des Nations Unies et autres fonds multilatéraux destinés à aider les peuples africains d'Afrique australe. Ainsi, cette année, notre contribution à ces fonds totalise plus de 800 000\$. Nos programmes bilatéraux d'aide au développement dans les pays de cette région, soit le Lesotho, le Botswana, le Swaziland, la Zambie, la Tanzanie et le Mozambique, portent à l'heure actuelle, sur 54 millions de dollars chaque année et ils doivent encore prendre plus d'importance. En outre, le Canada se classe parmi les cinq ou six premiers contributeurs en ce qui concerne les programmes multilatéraux des Nations Unies, du Commonwealth et d'autres institutions qui visent également à aider les pays indépendants d'Afrique australe. Nous tenons à promouvoir le développement